

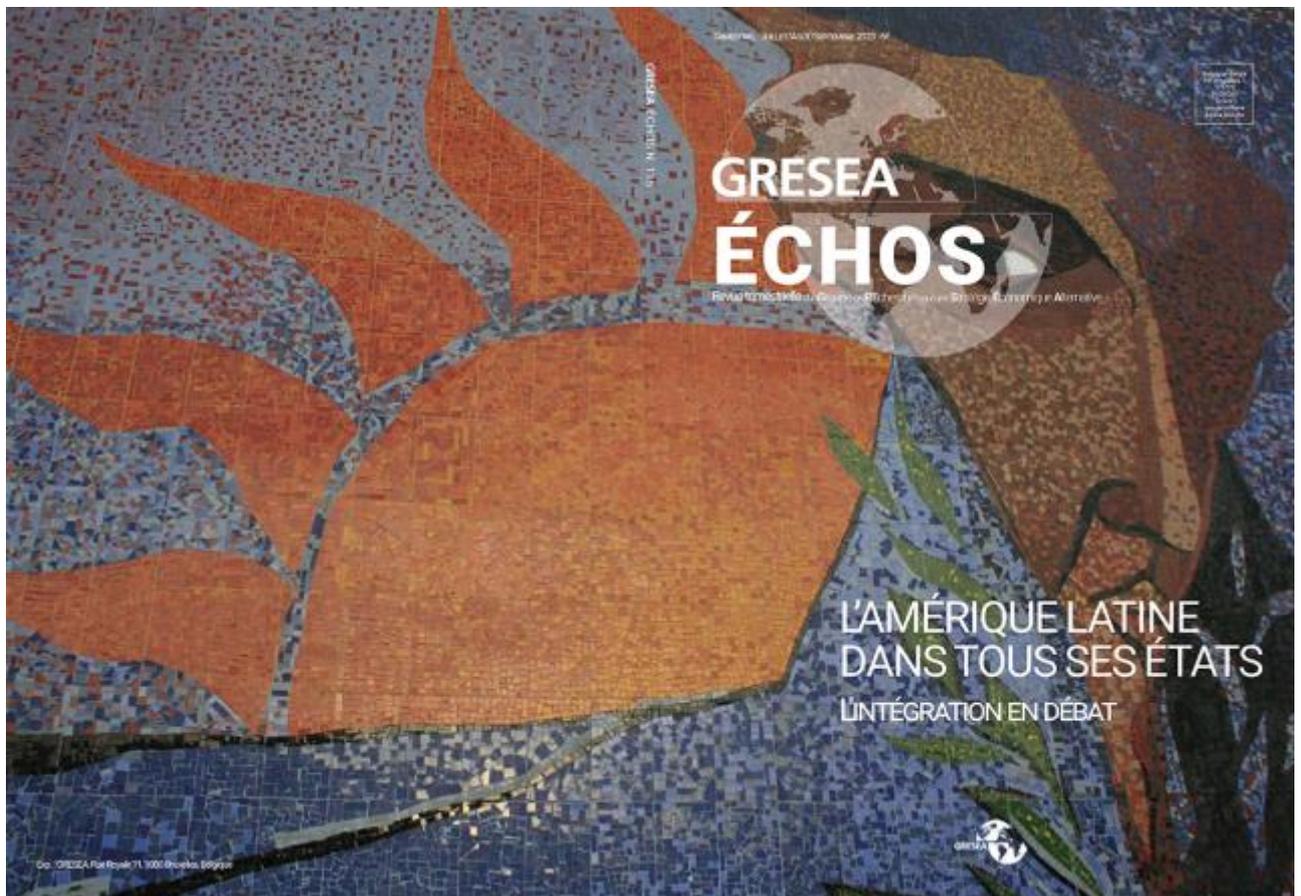
<https://gresea.be/L-Amerique-latine-dans-tous-ses-Etats-L-integration-en-debat>

Gresea Échos n°115, septembre 2023

L'Amérique latine dans tous ses États - L'intégration en débat

[Commerce](#) [Organisations internationales](#) [Amérique latine](#)

L'unité politique de l'Amérique latine et des Caraïbes, les obstacles et les contradictions qu'elle génère ainsi que les forces politiques et économiques qui s'y opposent sont au cœur de ce numéro du *Gresea Échos*.



Édito

Un sommet pour l'exemple

Sebastian Franco

Ce Gresea Échos est dédié à toutes les victimes du coup d'État au Chili il y a 50 ans et à toutes celles et ceux qui aujourd'hui continuent de résister aux forces fascistes partout dans le monde.

Un sommet entre l'[Union européenne](#) et la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) vient de se conclure à Bruxelles (17-18 juillet 2023). Un tel sommet entre les 27 pays européens et les 33 pays latino-américains et caribéens n'avait plus eu lieu depuis 2015. La rencontre a une importance géopolitique : ensemble, les deux blocs constituent près d'un tiers des pays représentés au sein des Nations Unies et plus de 20% du [PIB](#) mondial.

Pour l'Union européenne, les attentes étaient grandes : relancer un « partenariat stratégique » basé sur « des valeurs communes », remettre à jour les relations commerciales (l'[UE](#) a des accords commerciaux, politiques et de coopération avec 27 des 33 pays de la région) et redonner un nouveau souffle à l'[investissement](#) (l'UE est le premier investisseur dans la région), en particulier dans la « transition verte et digitale » et le domaine des « matériaux critiques ». Les contacts diplomatiques intenses des derniers mois, notamment les visites de Josep Borrell [1] et d'Ursula von der Leyen [2] en Amérique latine, témoignent de l'importance qu'accordent les autorités européennes à ce sommet.

Pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ce sommet était l'occasion de se positionner en tant que force géopolitique émergente dans un monde en pleine redéfinition multipolaire. Une force géopolitique qui s'appuie sur la taille du bloc (600 millions d'habitants), d'importantes ressources naturelles et agricoles et un potentiel écologique gigantesque ; une occasion de dépasser, ne serait-ce que partiellement, l'asymétrie et la dépendance qui ont caractérisé les relations entre la région et ses anciennes puissances coloniales.

Pour affronter une stratégie claire et rodée de l'UE ainsi que ses tentatives de division – dont se sont plaints plusieurs gouvernements – l'Amérique latine et les Caraïbes se devaient d'être unies et de parler d'une seule voix.

En effet, l'unité politique au sein de la CELAC et l'intégration économique qui la sous-tend est une des clés, sinon la clé, de son protagonisme au niveau mondial. Au début du 18^e siècle, Simón Bolívar [3], *El Libertador*, proclamait déjà : « *Dans l'unité de nos nations repose l'avenir glorieux de nos peuples.* » Deux siècles plus tard, cette question est encore au cœur de la politique latino-américaine et caribéenne.

Les conditions de cette unité, les obstacles et les contradictions qu'elle génère ainsi que les forces politiques et économiques qui s'y opposent sont au cœur de ce numéro du *Gresea Échos*. En abordant la question de l'Amérique latine et des Caraïbes sous cet angle, nous avons voulu donner des clés de compréhension d'une question qui agite le continent depuis l'indépendance de ses nations et qui détermine en grande partie le rôle que joue et pourra jouer le sous-continent dans le contexte des grands chamboulements et des crises mondiales.

Le premier article de l'économiste argentin, Claudio Katz, se penche de manière exhaustive sur les rapports entre nations et gouvernements du sous-continent et leurs conséquences sur le processus d'intégration latino-américaine et caribéenne, qui se sont cristallisés lors du dernier sommet de la CELAC en janvier 2023 à Buenos Aires. L'article décrit avec précision les intérêts contradictoires qui s'opposent à une réelle coopération entre nations.

Le deuxième article, des chercheuses cubaines Lourdes Maria Rigueiro et Claudia Marin, passe en revue les dynamiques au sein des institutions latino-américaines créées pour l'intégration (ALBA, UNASUR, CELAC entre autres), plusieurs d'entre elles ont d'ailleurs vu le jour au début du millénaire lors de la première vague rose (Chávez, Morales, Lula, etc.).

Les deux chercheuses posent ainsi les éléments qui pourraient favoriser une relance des processus d'intégration après la restauration conservatrice des dernières années.

Le troisième article, publié par l'Institut Tricontinental, fait un état des lieux précis des relations entre les élites économiques latino-américaines et les droites et extrêmes droites sur le continent. Cette réalité assez méconnue en Europe est pourtant importante pour l'unité latino-américaine et caribéenne, la droite et l'extrême droite étant en définitive les agents de la soumission du sous-continent aux diktats venus du Nord. Qui plus est, elles représentent une menace puissante pour les fragiles démocraties latino-américaines. Elles sont enfin les ennemies jurées de tous les projets progressistes et populaires.

En conclusion de ce numéro, nous reviendrons sur les résultats du Sommet UE-CELAC ainsi que sur les activités des mouvements sociaux en marge de celui-ci. Car si l'avenir des relations internationales dépend fortement des politiques gouvernementales de chaque pays ou blocs, le rôle des mouvements sociaux et des populations organisées reste un phare nécessaire pour que celles-ci prennent en compte l'intérêt des peuples et de la nature, ici comme là-bas.

Sommaire

Éditorial : « Un sommet pour l'exemple

Sebastian Franco

Les dilemmes du progressisme dans la CELAC

Claudio Katz

Dynamiser l'intégration dans la région latino-américaine et caribéenne

Lourdes María Regueiro Bello et Claudia Marín Suárez, CIPI

Faire du neuf avec du vieux - La dangereuse offensive des droites en Amérique latine

Instituto Tricontinental de Investigación Social

Continuités, ruptures et hésitations dans les relations Europe-Amérique latine

Sebastian Franco